



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2579

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. Monsieur le Premier ministre, ce qui se passe depuis quarante jours dans le pays est la preuve de l'attachement des Françaises et des Français à un modèle de retraite, mais aussi à un modèle de société : un modèle de solidarité et de partage.

Quarante jours de grève, le plus long mouvement social des quarante dernières années, qui coûte d'abord à ceux qui la font. (Applaudissements sur les bancs des groupes FI et LT. – M. Jean Lassalle applaudit également.) Il en faut, du courage et des raisons, pour sacrifier plus d'un mois de paie, surtout quand elle est modeste.

Alors, nous, nous leur disons merci. Merci à vous, les grévistes, qui défendez l'intérêt général ! Tenez bon ! (Applaudissements sur les bancs des groupes FI et LT.) Nous appelons les secteurs public et privé à la rescousse pour généraliser la grève, que vous tentez d'affaiblir à coups d'enfumages et de matraque.

Enfumages : le dernier en date, c'est votre grossier bonneteau où l'âge pivot ne disparaît que pour réapparaître sous l'appellation d'« âge d'équilibre ». Le système par points en sera bien doté. Vous renoncez « provisoirement » à imposer une mesure d'âge pour ceux qui partiront à la retraite en 2027, tout en prévoyant la possibilité de l'introduire ultérieurement – après les municipales, par exemple ! Au fond, vous voulez nous obliger à travailler plus longtemps pour des retraites plus faibles, afin de combler un déficit prévisionnel que vos politiques ont créé et contribuent à creuser.

Monsieur le Premier ministre, incapable de convaincre par la ruse, vous tentez de contraindre par la violence. À l'ordre républicain, vous substituez l'ordre policier : manifestants matraqués, menacés de tirs de LBD – lanceur de balles de défense – à bout portant, journalistes arrêtés et empêchés de travailler... Le passage en force, les violences policières, dont est politiquement responsable votre « sinistre » de l'intérieur, sont devenus votre seul mode opératoire. (Mêmes mouvements.)

M. Bruno Millienne. Un peu de respect !

Mme Danièle Obono. Le soutien à la grève ne faiblit pas, il s'amplifie. Votre intransigeance d'extrémiste, c'est du bluff ! Vous gouvernez au service de la finance, contre le peuple. Vos tours de passe-passe et tirs de LBD ne rendront pas plus légitime cette mauvaise réforme. Monsieur le Premier ministre, jusqu'où êtes-vous prêt à aller dans le désordre et la régression sociale pour imposer une réforme rejetée par la majorité de la population ?

M. Bruno Millienne. C'est faux !

Mme Danièle Obono. Le retrait, c'est maintenant, tant qu'il est possible ? Ou une fois que vous aurez violenté et détruit tout le pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites.

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites. Madame la députée, je comprends que vous exprimiez des inquiétudes et que les grévistes en expriment aussi ; mais la liberté du travail est également garantie par notre droit, et nous pouvons entendre que, si certains font grève, d'autres fassent le choix de travailler. C'est important pour notre République, pour notre démocratie. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. - Mme Danièle Obono proteste.*)

Cela étant dit, les entreprises respectivement chargées des transports parisiens et du transport ferroviaire ont fait avant Noël de réelles propositions afin de parvenir à une sortie de crise. Vous le savez sans doute, madame Obono : en matière de dialogue social, pour arriver à un compromis, il faut que chacun fasse un pas vers l'autre. Un certain nombre de décisions ont été prises, notamment pour garantir les droits acquis et répondre ainsi à la question légitime de ceux que concernent ces réformes ; des réponses fiables et intéressantes ont été fournies par les deux entreprises. (*M. Ugo Bernalicis proteste.*)

Il faut aussi savoir raison garder, poser les choses. Le Gouvernement a répondu collectivement aux inquiétudes ; les directions des entreprises concernées y répondent. Lorsque j'échange avec des collaborateurs, des salariés de ces entreprises, je sens la volonté de reprendre le travail. (*Mme Danièle Obono proteste.*) Au fond, l'intérêt de la nation est que les transports parisiens fonctionnent, afin de répondre aux besoins de ceux qui les utilisent pour aller travailler. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Alain Bruneel. Retirez votre réforme !

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Obono](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2579

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2020](#)